



## **Croisière raciste en mer, enfer libyen et politiques migratoires mortifères**

Comment continuer à croire que cette fumisterie en bande organisée a, d'une façon ou d'une autre, été la cause d'un ralentissement des départs de bateaux de réfugié-e-s alors qu'il est avéré aujourd'hui, qu'un accord financier odieux entre l'Italie, la France et des milices en Libye est probablement à l'origine de ce ralentissement ?!! Les êtres humains retenus en Libye sont rackettés, torturés voir tués!

Le 27 juillet dernier, Emmanuel Macron avait déclaré son intention de "créer des hotspots (centres d'examen) en Libye" afin d'examiner les demandes d'asile de migrant-e-s avant leur arrivée en Europe. "Je souhaite que l'Union européenne, et à tout le moins, la France le fera-t-elle, puisse aller traiter les demandeurs d'asile au plus près du terrain, dans l'État tiers le plus sûr, proche justement des États d'origine".

Communiqué rapidement repris dans la soirée par l'Élysée qui a repoussé l'échéance de l'été annoncée par le président, précisant qu'une mission de l'Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA) serait envoyée sur place fin août pour étudier la faisabilité en Libye, au Niger et au Tchad.

"Nous avons identifié une zone, qui est le sud libyen, le nord-est du Niger et le nord du Tchad" pour installer "des centres avancés" de l'OFPRA, a déclaré l'Élysée. En Libye même, "ce n'est pas possible aujourd'hui, mais ce peut être le cas à courte échéance (...). Dès fin août, nous aurons une mission de l'OFPRA pour voir comment il est possible de mettre ça en place", a précisé l'Élysée.

Dimanche 6 août, le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb affirmait que ces structures seraient mises en place "dans des pays situés au sud de la Libye", à cause de la situation sécuritaire dans le pays, devenu le point de départ de nombreux migrants.

Khalifa Haftar, à la tête de l'Armée nationale libyenne, estimait le samedi 12 août à « 20 milliards de dollars sur vingt ou vingt-cinq ans » l'effort européen nécessaire pour aider à bloquer ces flux: "Le président français Emmanuel Macron « m'a demandé ce dont on a besoin, je suis en train de lui envoyer une liste », précise le maréchal Haftar. Dans la liste figurent « des formations pour les gardes-frontières, des munitions, des armes, mais surtout des véhicules blindés, des jeeps pour le sable, des drones, des détecteurs, des lunettes de vision nocturne, des hélicoptères ». L'idée est d'installer des campements mobiles de 150 hommes au minimum tous les 100 kilomètres, a-t-il encore détaillé. "

Bruxelles finance déjà à ce jour la Turquie à hauteur de 6 milliards d'euros (plan d'action du 18 mars 2016, depuis constamment "renforcé") pour le contrôle de réfugié-e-s, le plus souvent dans des conditions effroyables, avant des pressions ou renvois forcés vers des pays le plus souvent en guerre.

L'Italie est soupçonnée d'avoir acheté les services de trafiquants libyens pour stopper les départs et arrivées des migrant-e-s et elle s'appuierait sur des milices libyennes dans la zone de Sabratha elles-mêmes composées d'importants acteurs du trafic d'êtres humains vers l'Italie. Ils sont accusés de commettre viols, tortures et assassinats à grande échelle.

Ce qui pourrait expliquer la baisse spectaculaire du nombre de migrant-e-s qui tentent de traverser la Méditerranée depuis les côtes libyennes et non pas grâce à un rafioteur en ruine avec des vaniteux de l'extrême droite européenne venus faire croire que leurs agitations ridicules de communication avaient un poids quelconque sur ces négociations et sur l'arrêt cet été de certains bateaux de sauvetage en mer.

Defend Europe représente l'idéologie montante des idées racistes et anti-migrant-e-s de l'extrême droite européenne, dont les gouvernants des Etats européens et ceux du Sud et l'Est de la Méditerranée ne font que renforcer via leurs politiques de plus en plus sécuritaires, violentes, et racistes. Quand les migrant-e-s sont féroceusement réprimés à tous les passages frontières, quand les gardes côtes libyens tirent à balles réelles sur des bateaux en train de sauver des vies, quand un navire de l'armée tunisienne percute une embarcation de migrant-e-s ces derniers jours se soldant par plusieurs dizaines de morts, c'est cela l'Europe forteresse = une politique totalement mortifère avec l'appui des armées des pays du pourtour méditerranéen.

## **La fuite des passagers identitaires**

Après ses multiples déboires en Méditerranée, les pannes récurrentes, les mensonges éhontés, les refus et les échecs essuyés pour leur entrée dans les ports, le bateau identitaire C-Star est resté stationné pendant plusieurs jours à la limite des eaux maltaises..

"Le navire n'est pas le bienvenu sur nos côtes à cause de tout ce qu'il représente", a déclaré un porte-parole du gouvernement à *Times of Malta*

Joseph Muscat, s'exprimait sur One Radio le 20 août, en déclarant que Malte ne serait "pas utilisée par des organisations racistes, voire nazies, de droite."

<https://www.timesofmalta.com/articles/view/20170820/local/we-want-nothing-to-do-with-racist-organisations-muscat-says.656082>

Pourtant les identitaires du C-Star débarquent sur l'île le 27 août et prennent le temps de quelques photos sans aucune inquiétude avant de s'envoler depuis l'aéroport international. Ils ont toutefois manqué auparavant leur rendez-vous pour la conférence de presse à Lyon prévue le 19 août.

A ce moment-là, la question du destin du C-Star et surtout de son équipage n'est jamais abordée. Elle ne le sera d'ailleurs jamais. Pourtant, après avoir erré ainsi pendant plusieurs jours, les réserves alimentaires et de carburant ne sont déjà plus suffisantes pour continuer.

## Dérive en Méditerranée du bateau et de l'équipage

Le bateau et son équipage sont donc ainsi laissés dans des conditions douteuses et incertaines au large de Malte.

Bien évidemment il serait facile d'argumenter qu'il s'agit ici de personnes non-européennes, que le "contrat" est terminé et bla et bla. Mais se souvenir aussi rapidement de l'épisode de Chypre où l'on retrouve 20 apprentis marins présents sur le bateau pour soit disant "valider leur diplôme". Se souvenir aussi des accusations de mauvais traitements (notamment la faim), exploitation, travail dissimulé et non payé, en résumé ce qu'on appelle tout simplement du "trafic d'êtres humains". Cinq Tamouls se verront d'ailleurs refuser leur demande d'asile, en plus des 15 départs volontaires alors même qu'ils sont en danger dans leur pays de provenance: le Sri Lanka.

Interdit d'entrer à Malte, le navire repart donc sans carburant, ni nourriture, ni même d'instruments de navigation fonctionnels pour arriver au large des côtes ibériques d'où Le ministre de l'Intérieur espagnol, Juan Ignacio Zoido, avait déclaré cet été qu'il ne laisserait pas le navire de "Defend Europe", s'approcher. Le ministre du Territoire et du développement durable ordonne alors à tous les ports de la Generalitat de refuser le navire. La décision a été prise pour un double motif, légal (faute de documentation) et politique.

A partir de ce moment-là, le C Star commence à dériver, errer devant la côte catalane, sous surveillance. L'armateur a disparu. Il ne veut pas garantir le coût de l'amarrage ni le coût des fournitures, ni ne formulera de demande formelle d'accoster, se moquant complètement du sort de son équipage. Ce n'est pas une surprise, Egerstrom a déjà été condamné en 2015 pour les mêmes raisons et, en plus, un stock d'armes important avait été saisi sur son précédent bateau. Le C Star devient un vaisseau fantôme.

Devant cette situation alarmante, il est même conseillé aux marins à bord de pêcher et de collecter l'eau de pluie en attendant de pouvoir se faire aider !

Enfin, le 26 septembre ils sont ravitaillés puis accueillis par la Croix-Rouge et l'ITF (Fédération internationale des ouvriers du transport) pour raisons humanitaires: épuisés, sans nourriture, sans eau, sans vêtements appropriés et sans salaire depuis plusieurs mois.

La direction générale de la marine marchande publie alors une résolution, par le biais de la Capitanía, dans laquelle elle demande au port de Barcelone de laisser le bateau accoster. Le navire est inspecté conformément au protocole d'entente de Paris, un système d'inspection des navires dans les ports européens en vigueur depuis 2011.

Des lacunes sont constatées et une procédure disciplinaire engagée contre le propriétaire, qui seront traitées dans les prochains mois en marge de la vente (déclaration sans preuve du propriétaire) ou de la vente aux enchères, visant également à financer le rapatriement de l'équipage et régulariser les salaires (du moins en partie, au vu de l'état fortement dégradé du bateau)

La Mongolie, sollicitée en août dans ce sens, a finalement rayé de son registre le C-Star IMO n° 7392854 sous certificat provisoire le 29 mars 2017 pour fonctionner comme Bateau publicitaire/Survey pour ses actes sans relation avec le Registre des navires de Mongolie, et violation de l'article 98 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) et l'article 33 du chapitre V de la Convention internationale pour la sécurité de la vie humaine en mer (SOLAS). Avis 2017-08-24 00:51:25

Pendant ce temps, les touristes identitaires "Defend Europe" sont rentrés chez eux en se gargarisant de succès complètement imaginaires et continuent à utiliser le C-Star comme support à des fins publicitaires et commerciales, multiplient les conférences idéologiques sans naturellement parler de leur complicité méprisable et condamnable dans ce trafic d'êtres humains. Le comble de l'hypocrisie.

Peuvent-ils vraiment avoir loué un bateau sans s'être renseigné au préalable sur les antécédents de son propriétaire, sur ses agissements douteux et sans connaître son passé judiciaire, alors que ces informations sont publiquement accessibles en quelques minutes à peine ? Comment ont-ils pu exploiter un équipage cherchant asile et prétendre ne pas connaître la véritable situation de celui-ci ?

Il ne s'agit pourtant pas ici de novices en communication et informatique: le buzz, les montages, coups de com et les intox sont leur activité principale pour obtenir un semblant de visibilité.

Comment ces gens sans le moindre scrupule, ont-ils pu partir dans l'intention d'aller au contact avec les ONG et mettre encore plus en danger la vie des gens : humanitaires et réfugiés, sans être inquiétés ?

Une fois de plus, des antiracistes et antifascistes ont pris l'initiative d'agir et de riposter pour faire pression sur les politiques muets devant de telles pratiques inhumaines et dégoûtantes.

Merci à toutes celles et ceux qui ont participé ou soutenu ces mobilisations partout en Méditerranée !

## Defend Europe contre-attaque en Justice

Désormais les "petits chefs" identitaires allemands, français et italiens de Defend Europe, humiliés et revanchards, poursuivent Yannis Youlountas, seul membre visible de notre réseau Defend Mediterranea, pour "diffamation" et "injures publiques", ainsi que Jean-Jacques Rue, journaliste satirique et ami de Yannis, pour avoir partagé et commenté l'une des publications de ce dernier.

Ils demandent des sommes colossales (plusieurs dizaines de milliers d'euros) non seulement dans le but d'engranger encore beaucoup d'argent, mais aussi de mettre en grandes difficultés ces deux militants aux revenus modestes.

Le procès aura lieu le lundi 18 décembre 2017 à 13h30 au Tribunal correctionnel de Nice.

### **Une cagnotte de solidarité a été mise en place**

pour soutenir le financement des frais d'avocats, déplacements et saisine des témoignages par les huissiers : <https://www.lepotcommun.fr/pot/hvfshv5n>

### La lutte contre les identitaires de Defend Europe n'est pas terminée.

**Soutenons nos camarades attaqués en justice** et faisons de ce procès celui de cette opération lamentable, racoleuse et inhumaine.

**Soutenons l'ensemble des réactions et luttes menées aujourd'hui contre ces idéologies racistes**, ces politiques migratoires, et contre les frontières ! Qu'elles soient menées par les habitant-e-s et familles des migrant-e-s tué-e-s dans leur parcours (comme les manifestations féroce-ment réprimées récemment en Tunisie), les réseaux de solidarité aux migrant-e-s, et les migrant-e-s elles et eux mêmes qui se révoltent et résistent continuellement au quotidien, ainsi que dans les camps, centres de rétentions, en Europe et dans les pays autour, au prix de condamnations ou de leur vie.

Un appel a été lancé pour riposter contre la manifestation "Défendons l'Europe" de Génération Identitaire, le 25 novembre, 15 h dans les rues de Paris.

**Non au fascisme, ni en Méditerranée ni ailleurs !**